

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JUIN 1922.

PROPOSITION DE LOI

modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant
des délégués ouvriers à l'inspection des mines ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DONNAY.

MESSIEURS,

La Chambre a renvoyé pour rapport complémentaire, à la Section Centrale, les amendements déposés relativement à la proposition de loi n° 51.

A l'article 4, stipulant qu'il y a incompatibilité entre la mission des délégués ouvriers à l'inspection des mines et l'exercice de mandats publics, le Gouvernement propose d'ajouter : « Il leur est interdit, en outre, d'être investis d'un mandat quelconque au sein d'un syndicat professionnel. »

La Section Centrale estime devoir admettre cet amendement sans qu'il puisse être interprété toutefois, comme une restriction quelconque au droit, pour les délégués, de faire partie de leur syndicat professionnel.

Elle propose d'y remplacer les mots : « Il leur est interdit » par : *Ils ne peuvent.* »

*
* *

Pour être apte à remplir convenablement la mission de délégué ouvrier, il faut, non seulement réunir des conditions d'honorabilité inspirant le respect et une expérience professionnelle éprouvée, assurant à la fois la confiance des patrons et des ouvriers, mais il est indispensable de posséder encore certaines connaissances en dehors de la pratique habituelle du métier de mineur.

Si les ouvriers qui vont être chargés de choisir le délégué qui devra veiller à leur sécurité, sont en mesure de juger sainement l'honorabilité et

(1) Proposition de loi, n° 51.

Rapport, n° 174.

Amendements, n° 309.

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Donnay, Moury, Bologne, Heyman, Flagey, Piérard.

l'expérience professionnelle des candidats sollicitant leur confiance, ils n'ont pas, pour la plupart, la possibilité d'apprécier leur degré d'instruction. Or, le délégué doit pouvoir lire les plans d'une exploitation dans une même allure de couche, en plateau et en dressant (art. 10), et écrire de manière intelligible les rapports de ses visites dans les travaux.

Pour s'assurer que les candidats à la délégation possèdent ces aptitudes, les auteurs de la proposition de loi ont prévu (art. 12) qu'ils doivent satisfaire à un examen à passer devant l'Ingénieur en chef-directeur des Mines.

Le Gouvernement propose que cette épreuve soit subie devant un jury composé de ce fonctionnaire, d'un délégué patron et d'un délégué ouvrier choisis par le Ministre compétent, parmi les membres de la Commission nationale mixte des mines.

La Section centrale adopte cet amendement et souligne avec plaisir ce témoignage de confiance à la Commission nationale mixte des mines.

*
* *

L'article 13 énumère les conditions requises pour être électeur. Au 1^o le Gouvernement propose d'ajouter : « Et jouir de ses droits civils et politiques. »

La Section marque son accord sur ce point.

Elle ne peut admettre la modification proposée au 3^o, tendant à exiger « un an » d'occupation dans un charbonnage de la circonscription. Elle estime que « six mois » suffisent, l'ouvrier nouvellement entré étant aussi intéressé que les anciens, à choisir celui qui devra veiller à sa sécurité.

*
* *

Les modifications proposées aux articles 14 et 15 sont justifiées par l'amendement à l'article 20 prévoyant l'élection d'autant de délégués suppléants que d'effectifs.

*
* *

La disposition par laquelle il est proposé de remplacer l'article 17, détermine la juridiction qui aura à connaître des réclamations tendant à faire annuler partiellement ou totalement l'élection des délégués, les délais pendant lesquels ces réclamations pourront être présentées valablement, ainsi que les modalités du recours. Par la suppression de l'article 17 de la proposition de loi, il ne reste plus de texte organisant les opérations électorales.

La Section centrale vous propose, en conséquence, d'adopter le texte de l'amendement du Gouvernement sous-amendé par un 1^{er} alinéa ainsi conçu : « *L'organisation des opérations électorales est réglée par arrêté royal.* »

*
* *

A l'article 20, le Gouvernement propose de substituer un amendement instituant des délégués suppléants élus dans les mêmes conditions que les délégués effectifs.

C'est une heureuse innovation. Elle permettra d'assurer plus de régularité dans le service d'inspection, d'éviter des élections partielles, le travail préparatoire, les dépenses et les déplacements qu'elles entraînent.

Mais, la Section centrale estime qu'il est nécessaire de prévoir également l'éventualité où l'effectif et le suppléant d'une circonscription viendraient à disparaître, avant l'expiration de leur mandat et vous propose de compléter l'amendement du Gouvernement en y ajoutant la disposition suivante :

« En cas de décès, démission ou révocation d'un délégué effectif et de son suppléant, la convocation des électeurs de la circonscription a lieu dans le mois de la vacance. »

» Les délégués élus achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent. »

* *

Le service du délégué est très pénible et, sauf dans de rares exceptions, il n'est pas raisonnable de supposer qu'un ancien ouvrier mineur ayant atteint l'âge de soixante ans, jouisse encore d'assez de force et de souplesse pour remplir complètement sa mission. C'est pourquoi la Section Centrale vous propose de fixer une limite d'âge à laquelle il est mis d'office à la retraite, en remplaçant le 1^{er} alinéa de l'article 24, par la disposition suivante :

» Le délégué est mis d'office à la retraite à l'âge de soixante ans.

Une pension est accordée par l'État au délégué qui, ayant exercé ses fonctions pendant au moins huit années, aura atteint l'âge de soixante ans .»

* *

La Section a examiné, enfin, les amendements présentés par M. Heyman tendant à appliquer la représentation proportionnelle à l'élection des délégués.

Le premier de ces amendements, qui a été distribué, est conçu en ces termes : « les circonscriptions électorales compteront au moins quatre inspecteurs, qui seront élus à la représentation proportionnelle. »

Unanimentement sympathique au but poursuivi par l'auteur de cet amendement, la Section lui demanda de bien vouloir préciser comment il entendait appliquer la R. P. à ces élections, ce qu'il fit en lui soumettant le texte suivant : « Les circonscriptions électorales compteront au moins six inspecteurs et six suppléants. L'élection se fera d'après le système de représentation proportionnelle appliquée aux élections législatives. »

La Section n'a pu se rallier à cette suggestion.

Outre les difficultés, sinon l'impossibilité, d'adopter le système de R. P. appliqué aux élections législatives, à l'élection des délégués, la pratique d'un pareil système enlèverait à la loi, son but essentiel que nul, mieux que l'auteur de la loi de 1897, n'est qualifié pour préciser.

M. Nyssens, dans l'Exposé des motifs de cette loi, s'exprimait comme suit : « Si la participation à l'inspection d'un élément nouveau paraît utile, c'est qu'elle comporte la création d'agents locaux, connaissant le district où ils exercent, y ayant fait leur apprentissage, y ayant travaillé en qualité de

mineur, au courant donc des particularités des exploitations locales, connus des ouvriers auxquels ils inspirent confiance, dès lors à même d'obtenir facilement de ceux-ci des renseignements précieux pour l'exercice d'un contrôle efficace, capables, enfin, par la communauté des aspirations et du mode d'existence, et pourvu qu'ils comprennent leur rôle, d'exercer sur ces ouvriers une influence heureuse au point de vue du maintien de l'ordre, de la discipline, de la stricte observance des règlements miniers.

Telles sont les raisons qui justifient le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à la législature.

En conséquence, la Section centrale vous propose d'adopter les modifications suivantes :

ART. 4.

Ajouter un alinéa 2 ainsi conçu :

« Ils ne peuvent, en outre, être investis d'un mandat quelconque au sein d'un syndicat professionnel. »

ART. 12.

Texte du Gouvernement.

ART. 13.

Texte du Gouvernement, en remplaçant au 3° les mots « un an » par six mois.

ART. 14.

Texte du Gouvernement.

ART. 15.

Texte du Gouvernement.

ART. 17.

A remplacer par la disposition suivante :

« L'organisation des opérations électorales est réglée par arrêté royal. »

La suite comme au texte du Gouvernement.

ART. 4.

Een lid 2 toe te voegen, luidende :

« Bovendien mogen zij niet met eenig mandaat in den schoot eener beroepsvereeniging bekleed worden. »

ART. 12.

Tekst van de Regeering.

ART. 13.

Tekst van de Regeering mits vervanging, in n° 3°, van de woorden « een jaar » door « zes maanden ».

ART. 14.

Tekst van de Regeering.

ART. 15.

Tekst van de Regeering.

ART. 17.

Te vervangen door de volgende bepaling :

« De regeling der kiesverrichtingen wordt bij Koninklijk besluit bepaald. »

Het overige zooals in den tekst van de Regeering.

ART. 20.

Texte du Gouvernement suivi de cette ajoute :

« En cas de décès, démission ou révocation, d'un délégué effectif et de son suppléant, la convocation des électeurs de la circonscription a lieu dans le mois de la vacance.

» Les délégués élus, achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent. »

ART. 24.

Remplacer le 1^{er} alinéa par la disposition ci-après :

« Le délégué est mis d'office à la retraite à l'âge de soixante ans.

» Une pension est accordée par l'État au délégué qui, ayant exercé ses fonctions pendant au moins huit années, aura atteint l'âge de soixante ans. »

Le Rapporteur,

S. DONNAY.

ART. 20.

Aan den tekst van de Regeering toe te voegen :

« Bij overlijden, ontslag of afzetting van een titelvoerenden afgevaardigde en van dezen plaatsvervanger, worden de kiezers van de omschrijving opgeroepen binnen eene maand na het openvallen der plaats.

» De gekozen afgevaardigden vol-eindigen het mandaat van die welke zij vervangen. »

ART. 24.

Lid 1 te vervangen door de volgende bepaling :

« De afgevaardigde wordt van ambtswege op pensioen gesteld op den leeftijd van zestig jaar.

» Een pensioen wordt door den Staat verleend aan den afgevaardigde die, na zijn ambt te hebben vervuld gedurende ten minste acht jaar, den leeftijd van zestig jaar heeft bereikt. »

Le Président,

TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JUNI 1922.

Wetsvoorstel

tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897, waarbij afgevaardigde werklieden bij het mijn toezicht worden aangesteld ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DONNAY.

MIJNE HEEREN,

De Kamer heeft de amendementen betreffende het wetsvoorstel n° 51 naar de Middenafdeeling teruggezonden om er een aanvullend verslag over uit te brengen.

Aan artikel 4, bepalende dat er onverenbaarheid bestaat tusschen het ambt van afgevaardigde werknemer bij het toezicht over de mijnen en de uitoefening van openbare mandaten, stelt de Regeering voor, toe te voegen :
« Bovendien is het hun verboden met eenig mandaat, te worden bekleed in » den schoot eener beroepsvereniging. »

De Middenafdeeling meent dit amendement te moeten aannemen, zonder dat het echter kan worden aangezien als eene welkdanige beperking van het recht der afgevaardigden om deel uit te maken van hun beroeps-syndicaat.

Zij stelt voor, de woorden « is het hun verboden » te vervangen door « *mogen zij niet* ».

*
* *

Om op behoorlijke wijze het ambt van afgevaardigde- werknemer te

(1) Wetsvoorstel, n° 51.

Verslag, n° 174.

Amendementen, n° 309.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, was samengesteld uit de heeren Donnay, Moury, Bologne, Heyman, Flagey, Piérard.

kunnen waarnemen, moet men niet enkel voldoen aan de vereischten van eerbaarheid die den eerbied afdwingen, en aan eene beproefde beroepservaring die het vertrouwen afdwingt tegelijkertijd van de werkgevers en de werknemers, maar daarenboven is het noodzakelijk sommige kennissen te bezitten buiten de gewone praktijk van den mijnwerkersstiel.

Zijn de werklieden, die belast zijn met de keuze van den afgevaardigde die op hunne veiligheid waken moet, in staat wijselijk te oordeelen over de eerbaarheid en de beroepservaring der candidaten die om hun vertrouwen verzoeken, meestal kunnen zij toch geen oordeel vellen over den graad van hun onderricht. Nu, de afgevaardigde moet de plans van de ontginning eener laag in hare horizontale en loodrechte uitgestrektheid kunnen lezen (art. 10); en op verstaanbare wijze de verslagen over zijne bezoeken op de werken kunnen opmaken.

Om zich over de bevoegdheden der candidaten voor de afvaardiging te kunnen vergewissen, hebben de voorstellers der wet bij artikel 12 voorzien, dat zij een bekwaamheidsexamen moeten ondergaan bij den hoofdingenieur-bestuurder der Mijnen.

De Regeering stelt voor, deze proef te doen afnemen door een jury, samengesteld uit gencemden ambtenaar, een afgevaardigde-werkgever en een afgevaardigde-werknemer, door den bevoegden Minister onder de leden der Nationale gemengde Commissie der Mijnen gekozen.

De Middenafdeeling hecht hare goedkeuring aan dit amendement en wijst met genoegen op die blijk van vertrouwen aan de Nationale gemengde Commissie der Mijnen toegekend.

* *

Artikel 13 vermeldt de vereischten om kiezer te zijn. De Regeering stelt voor, aan nummer 1° toe te voegen: « en hunne burgerlijke en politieke rechten genieten ».

Ook daarmede is de Afdeeling het eens.

Echter kan zij niet toetreden tot de bij nummer 3° voorgestelde wijziging waarbij « een jaar » bezigheid wordt vereischt in eene kolenmijn der omschrijving. Zij is van gevoelen, dat « zes maanden » volstaan, vermits de nieuw aangekomen werkmán evenveel belang heeft als de ouderen bij de keuze van hem die op zijne veiligheid waken moet.

* *

De wijzigingen, in de artikelen 14 en 15 voorgesteld, worden gebillijkt door het amendement op artikel 20, waarbij de kiezing wordt voorzien van evenveel plaatsvervangende als werkelijke afgevaardigden.

* *

De bepaling, waarbij wordt voorgesteld artikel 17 te vervangen, bepaalt de rechtsmacht welke kennis nemen moet van de klachten tot gedeeltelijke of geheele nietigverklaring van de verkiezing der afgevaardigden, van de

termijnen gedurende dewelke deze klachten geldig kunnen worden ingediend, alsmede van de wijze van beroep. Door het wegvallen van artikel 17 uit het wetsvoorstel blijft er geen tekst meer tot regeling der kiesverrichtingen.

Dienvolgens stelt de Middenafdeeling u voor, den tekst van het amendement der Regeering, dat door een sub-amendement op het 1^e lid werd gewijzigd, aldus aan te nemen : « *De regeling der kiesverrichtingen wordt bij Koninklijk besluit bepaald.* »

* * *

De Regeering stelt voor, artikel 20 te vervangen door een amendement waarbij plaatsvervangende afgevaardigden worden verkozen onder dezelfde vereischen als de werkelijke afgevaardigden.

Dat is eene flinke nieuwigheid. Daardoor zal men meer regelmatigheid in den dienst van toezicht verzekeren en de gedeeltelijke verkiezingen, het voorbereidend werk, de uitgaven en de verplaatsingen waartoe zij aanleiding geven, vermijden.

De Middenafdeeling is echter van meening, dat men ook het geval behoort te voorzien, waar de titelvoerende afgevaardigde en dezes plaatsvervanger in eene omschrijving verdwijnen vóór het eindigen van hun mandaat; zij stelt u voor, het amendement van de Regeering aan te vullen door de volgende bepaling :

« *Bij overlijden, ontslag of afzetting van een titelvoerenden afgevaardigde en van dezes plaatsvervanger, worden de kiezers van de omschrijving opgeroepen binnen eene maand na het openvallen der plaats.*

» *De gekozen afgevaardigden voleindigen het mandaat van die welke zij vervangen.* »

* * *

De dienst van den afgevaardigde is een zeer lastige dienst en, behalve in zeer zeldzame uitzonderingen, is het niet redelijk te veronderstellen dat een gewezen mijnwerker, die den leeftijd van zestig jaar heeft bereikt, nog kracht en handigheid genoeg bezit om zich volkomen van zijne taak te kwijten. Daarom stelt de Middenafdeeling u voor, een leeftijdsgrens te bepalen, waarop hij van ambtswege op pensioen zal gesteld worden. Daartoe wordt lid 1 van artikel 24 vervangen door de volgende bepaling :

« *De afgevaardigde wordt van ambtswege op pensioen gesteld op den leeftijd van zestig jaar.*

» *Een pensioen wordt door den Staat verleend aan den afgevaardigde die, na zijn ambt te hebben vervuld gedurende ten minste acht jaar, den leeftijd van zestig jaar heeft bereikt.* »

* * *

Eindelijk heeft de Afdeeling de amendementen onderzocht, door den heer Heyman ingediend en strekkende tot toepassing van de evenredige vertegenwoordiging op de verkiezing der afgevaardigden.

Het eerste dier amendementen, dat rondgedeeld werd, luidt : « Elke » kiesomschrijving heeft ten minste vier toezichters, verkozen met toepassing der evenredige vertegenwoordiging. »

De Afdeeling, die zich eenstemmig vereenigde met het doel betracht door den indiener van dit amendement, verzocht hem, nader te willen bepalen hoe hij de E. V. op die verkiezingen wilde bepalen. Hij deed het door het indienen van den volgende tekst : « De kiesomschrijvingen hebben ten minste zes titelvoerende en zes plaatsvervangende afgevaardigden. De verkiezing geschiedt naar het stelsel van evenredige vertegenwoordiging dat van toepassing is op de Kamerverkiezingen. »

De Afdeeling kon zich met dezen tekst niet vereenigen.

Buiten de bezwaren, zoo niet de onmogelijkheid het stelsel der E. V. voor de Kamerverkiezingen toe te passen op de verkiezing der afgevaardigden, zou de wet, door het toepassen van dergelijk stelsel, haar hoofddoel missen, dat door niemand beter dan door den opmaker der wet van 1897 kan omschreven worden.

De heer Nyssens drukte zich, in de Memorie van Toelichting, uit als volgt : « Indien de deelneming van een nieuw element aan het toezicht ons nuttig voorkomt, dan is het omdat zij het aanstellen meebrengt van plaatselijke agenten, die het district, waar zij optreden, kennen omdat zij er leergasten waren, omdat zij er arbeiden als mijnwerkers, op de hoogte zijn van de bijzonderheden der plaatselijke bedrijven, gekend zijn van de werklieden wier vertrouwen zij bezitten, bijgevolg van dezen zonder moeite kostbare inlichtingen kunnen bekomen tot het uitoefenen van eene doelmatige controle, eindelijk, omdat zij door de gemeenschappelijke betrachtingen en door gelijke levenswijze, en zoo zij zich van hunne zending bewust zijn, bekwaam zijn om een heilzamen invloed op die werklieden te oefenen tot behoud van de orde, van de tucht, van de strenge naleving der mijnreglementen.

Dat zijn de redenen tot wettiging van het wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft aan de Wetgevende Kamers voor te leggen.

Bijgevolg stelt de Middenafdeeling u de volgende wijzigingen voor :

ART. 4.

Ajouter un alinéa 2 ainsi conçu :

« *Ils ne peuvent, en outre, être investis d'un mandat quelconque au sein d'un syndicat professionnel.* »

ART. 12.

Texte du Gouvernement.

ART. 13.

Texte du Gouvernement, en remplaçant au 3^e les mots « un an » par « six mois ».

ART. 4.

Een lid 2 toe te voegen, luidende :

« *Bovendien mogen zij niet met eenig mandaat in den schoot eener beroepsvereeniging bekleed worden.* »

ART. 12.

Tekst van de Regeering.

ART. 13.

Tekst van de Regeering mits vervanging, in n^o 3^e, van de woorden « een jaar » door « zes maanden ».

ART. 14.

Texte du Gouvernement.

ART. 15.

Texte du Gouvernement.

ART. 17.

A remplacer par la disposition suivante :

« *L'organisation des opérations électorales est réglée par arrêté royal.* »

La suite comme le texte du Gouvernement.

ART. 20.

Texte du Gouvernement suivi de cette ajoute :

« *En cas de décès, démission ou révocation, d'un délégué effectif et de son suppléant, la convocation des électeurs de la circonscription a lieu dans le mois de la vacance.*

» *Les délégués élus, achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.* »

ART. 24.

Remplacer le 1^{er} alinéa par la disposition ci-après :

« *Le délégué est mis d'office à la retraite à l'âge de soixante ans.*

» *Une pension est accordée par l'État au délégué qui ayant exercé ses fonctions pendant au moins huit années, aura atteint l'âge de soixante ans.* »

De Verslaggever,

S. DONNAY.

ART. 14.

Tekst van de Regeering.

ART. 15.

Tekst van de Regeering.

ART. 17.

Te vervangen door de volgende bepaling :

« *De regeling der kiesverrichtingen wordt bij Koninklijk besluit bepaald.* »

Het overige zooals in den tekst van de Regeering.

ART. 20.

Aan den tekst van de Regeering toe te voegen :

« *Bij overlijden, ontslag of afzetting van een titelvoerenden afgevaardigde en van dezen plaatsvervanger, worden de kiezers van de omschrijving opgeroepen binnen ééne maand na het openvallen der plaats.*

» *De gekozen afgevaardigden vol-eindigen het mandaat van die welke zij vervangen.* »

ART. 24.

Lid 1 te vervangen door de volgende bepaling :

« *De afgevaardigde wordt van ambtswege op pensioen gesteld op den leeftijd van zestig jaar.*

« *Een pensioen wordt door den Staat verleend aan den afgevaardigde die, na zijn ambt te hebben vervuld gedurende ten minste acht jaar, den leeftijd van zestig jaar heeft bereikt.* »

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.